



Comité Technique des Services Déconcentrés de la DIPA Jeudi 18 mars 2021 – déclaration liminaire intersyndicale

Monsieur le président,

Aujourd'hui est un jour particulier, parallèlement à ce Comité Technique, une « *marche pour l'emploi* » est organisée à Roissy. Cette mobilisation intersyndicale a pour but d'interpeller les pouvoirs publics sur l'avenir des zones aéroportuaires de Roissy et d'Orly qui risquent de perdre plus de 20 000 emplois !

Nous partageons pleinement cette inquiétude.

L'inquiétude et la colère sont également de mise pour l'emploi douanier qui est en grand danger avec le transfert de missions fiscales et la réforme du recouvrement.

Partout sur le territoire, les collègues sont soucieux, à juste titre, pour l'avenir de leur emploi. Et, même si la DIPA n'est pas une des Directions qui supprime le plus d'effectifs, moins 37 ER tout de même pour l'année 2021, nous ne pouvons rester sans bouger face à cette destruction nationale d'emplois douaniers et à la perte de missions de service public qui l'accompagne.

Le Comité Technique des Services Déconcentrés (CTSD) qui nous réunit aujourd'hui sera à la fois la dernière étape du 2^{ème} redéploiement des agents de la branche surveillance de la Direction Régionale Voyageurs (DRV) et l'occasion de travailler sur différents sujets de la Direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA).

C'est un ordre du jour conséquent qui nous est présenté, et nous aurions sûrement eu des débats riches et beaucoup de choses à dire.

Mais ce ne sera pas le cas.

En effet, **nous allons boycotter ce CTSD.**

Quand une Réunion d'Information Mensuelle d'Information Syndicale (RMIS) devient une Réunion Muselée d'Information Syndicale (RMIS)

Pourquoi ? Parce que **la décision de la DG de refuser la tenue d'une Réunion Mensuelle d'Information Syndicale (RMIS) nationale par audioconférence le 9 mars dernier est à notre sens inacceptable.**

Certes, il s'agissait d'une demande inédite. Mais la situation l'est, à la fois d'un point de vue sanitaire et surtout pour les agents des Recettes Interrégionales (RI), qui vont perdre leur emploi.

La décision de supprimer le réseau comptable de la Douane est injustifiable.

Sur le fond, nous sommes et avons toujours été une administration fiscale, et la plus rentable qui soit, puisque pour cent euros perçus, nous « coûtions » à la collectivité moins de un euro.

Notre savoir-faire en matière de contrôle et de perception n'est même pas remis en cause, c'est paraît-il dans un souci de « simplification » que notre pays ne devrait pas avoir plus d'un réseau comptable. S'il est trop compliqué pour une entreprise d'avoir deux interlocuteurs fiscaux différents, on comprend mieux pourquoi la France n'a pas encore de vaccin ! Plaisanterie mise à part, cette soi-disant simplification ne serait-elle qu'un prétexte pour supprimer des emplois publics ? Question rhétorique, bien entendu... **Sur la DIPA, à l'horizon de 2024 le transfert de la fiscalité voulu par nos dirigeants impactera la circonscription en supprimant 20 postes directs.**

Sur la forme, il n'est pas admissible de refuser à nos collègues des RI un moment d'information et de débat quand on sait que c'est leur vie qui va être bouleversée, avec un changement de métier ou des mutations, et quand on se targue de vouloir un « *dialogue social renforcé* ». Rappelons que dans « *dialogue social* » il y a « *dialogue* », c'est-à-dire écouter ce que les douaniers ont à dire, ou au moins leur permettre d'exprimer leurs craintes.

Quand on sait que M^{me} Braun-Lemaire n'a pas eu le courage de prendre elle-même la décision d'interdire la RMIS nationale du 9 mars mais s'est défaussée sur le Secrétariat Général (SG) du ministère, on peut se demander si elle est encore une interlocutrice légitime en ce qui concerne l'avenir de notre administration, ou même son fonctionnement.

Nous saluons la qualité des échanges que nous avons eu avec la DIPA sur le sujet du redéploiement et nous avons à cette occasion émis le souhait que le dialogue social soit renforcé à tous les niveaux de la Douane.

C'est encore plus nécessaire à présent, et nous espérons vivement que la DG l'entende. À défaut de défendre la Douane, au moins qu'elle n'empêche pas nos collègues d'exprimer leurs craintes légitimes, et qu'elle se souvienne que faire une belle carrière en baguenaudant d'une administration à l'autre reste un privilège de la « haute » fonction publique.

Pour les agents de base, subir une restructuration reste généralement un traumatisme.

Roissy, le jeudi 18 mars 2021

L'intersyndicale à Paris-Aéroports CGT – SOLIDAIRES – UNSA – USD-FO